

Lyon

« Je pensais qu'on ne laissait pas un bébé malade à la rue »



Mariam, Vladimed et leurs deux enfants Vato et Elisabed ont quitté la Géorgie pour la France en 2022. Depuis plusieurs semaines, ils vivent dehors et dorment dans une voiture à Lyon alors que leurs enfants sont malades. Photo Maxime Jegat

Si l'État a annoncé débloquent des moyens supplémentaires, le nombre de personnes à la rue n'a jamais été aussi important. Les acteurs de la solidarité s'alarment. Focus au Secours populaire.

Ils sont là dans le froid, heureusement bien couverts. Un spectacle donné à l'école Marc Bloch, dans le 7^e arrondissement de Lyon, où est scolarisé Vato, 3 ans et demi, a égayé leur fin de matinée. Elisabed, elle, n'est pas encore sortie de la varicelle contractée il y a peu. La petite fille de 13 mois, née en France, réussit quand même à sourire. C'est vrai qu'elle vient de connaître un répit. Toute la famille a pu dormir dans un hôtel la nuit dernière. Non qu'ils aient eu plus de chance que d'habitude en appelant le 115. Mais parce qu'au Secours populaire, on n'a pas eu le cœur de les laisser à la rue.

« Quand on se retrouve face à ces personnes et qu'on a pris l'engagement de les aider, on ne lâche pas », confie Serge Pozzoli. Ce bénévole aux permanences d'accueil rue Galland est conscient de « sortir un peu du cadre ». « Cela fait deux fois en 15 jours que face à des familles à la rue, lorsque l'on me dit qu'il n'y a pas de solution, j'en cherche une quand même », détaille l'ancien syndicaliste de General Electric qui, la retraite venue, a filé aider au Secours populaire.

Plusieurs raisons à sa détermination. Le froid sans doute. L'annonce de moyens supplémen-

« On estime à 330 les enfants qui dorment dehors à Lyon. Mais ils doivent être plus nombreux »

Serge Pozzoli, bénévole au Secours populaire

taires de la part de l'État. Le refus d'être impuissant sûrement. Pas évident en ce moment. Jeudi, le Secours populaire a lancé un appel national pour dire son inquiétude face « aux situations préoccupantes constatées sur le terrain ». Et d'évoquer « des personnes de plus en plus nombreuses qui se trouvent dehors

sans aucune solution proposée, notamment des enfants et leurs mamans ». « On estime à 330 les enfants qui dorment dehors à Lyon. Mais tous ne sont pas recensés. Ils doivent être plus nombreux », souligne Serge Pozzoli, effrayé par le durcissement des critères donnant accès à un hébergement. « Je pensais

qu'on ne laissait pas un bébé de 13 mois, qui plus est malade, à la rue. Or, lorsque j'ai appelé l'assistante sociale, elle n'avait pas de solution. Il n'y a pas de places pour les familles. Seulement pour les femmes seules avec enfants. »

En attendant, l'heure est à réchauffer les cœurs. Thé et café sont poliment refusés par le couple de Géorgiens. Pas les papillotes qui échouent dans les poches de Vato. On s'interroge. En 2022, Mariam et son mari ont-ils quitté leur pays à la recherche de meilleurs soins pour leur fils épileptique ? « Non. Nos

problèmes de santé sont arrivés lorsque nous étions en France », répond la jeune mère qui présente des troubles anxio-dépressifs, lit-on sur un courrier médical. Vato, lui, a fait sa première crise il y a quelques mois.

Difficile de ne pas percevoir le stress qui a gagné la famille, passée par un centre d'accueil (Cada) à Digion en Saône-et-Loire et dont la demande d'asile a été refusée. Stress qui n'est peut-être pas étranger à une certaine dégradation psychique. En Géorgie, Mariam, 27 ans, travaillait pour un distributeur d'énergie. Vladimed, 33 ans, dans la livraison de médicaments. Un problème familial « de mon côté », insiste-t-elle, a motivé leur départ. Combatifs, ils tentent de garder espoir. Les cours de français auxquels ils sont assidus, les aident à tenir. Car leur souhait est de rester en France et de pouvoir travailler. En attendant, ils auraient besoin de se poser. Depuis le 22 octobre, la famille a dormi dans des parcs, dans les salles d'attente d'hôpitaux ou dans une voiture mise à sa disposition jusqu'au petit matin quand son propriétaire part travailler.

En prenant à sa charge cinq nuits d'hôtel, le Secours populaire sort de ses missions déjà nombreuses. En fin de semaine dernière, Serge Pozzoli cherchait déjà comment prendre le relais pour qu'ils ne retournent pas à la rue.

● **Dominique Menvielle**

Pour aider le Secours populaire : www.secourspopulaire.fr

300 places d'hébergement supplémentaires par l'État, 170 par la Ville de Lyon et le diocèse

Après de multiples interpellations de la part de plusieurs associations et de la Ville de Lyon, la préfète du Rhône, Fabienne Buccio, a annoncé ce dimanche sur le plateau de France 3 Région Auvergne-Rhône-Alpes, la création de 300 places d'hébergement d'urgence pour les sans-abri en 2024. « Ce qui est important, c'est de créer de la fluidité dans ce dispositif: on ne rentre pas dans l'hébergement d'urgence pour s'y installer pendant des années », « il faut créer de la

fluidité pour créer des places » et « accueillir d'autres personnes », a-t-elle poursuivi. Elle a rappelé que le Rhône disposait de 24 000 places d'hébergement, un chiffre qui a « doublé en moins de dix ans ».

Les migrants du square Sainte-Marie-Perrin mis à l'abri

Face à l'urgence de la situation, la Ville de Lyon et le diocèse se mobilisent à leur tour. Depuis le 8 décembre, plusieurs dizaines de jeunes migrants en recours avaient trouvé refuge au sein de l'église du Saint-Sacrement (Lyon 3^e).

La Ville et le diocèse ont annoncé, dans un communiqué ce lundi, l'ouverture en complément de plusieurs sites pour accueillir 170 jeunes migrants en recours qui occupaient le square Sainte-Marie-Perrin (Lyon 3^e) depuis avril 2023. Le gymnase Gabriel Rosset, situé dans le 7^e arrondissement, sera mis à disposition à partir de ce mardi 16 janvier. Il pourra accueillir 140 personnes. Ce dispositif sera pris en charge intégralement par la Ville de Lyon. Par ailleurs, 30 personnes seront mises à l'abri dans des sites fournis par le diocèse, situés dans les 6^e, 7^e, 8^e arrondissements de Lyon et à Dardilly.